

ALAIN CHAIX, DIRECTEUR DE L'IRA, INSTITUT DE RÉGULATION ET AUTOMATION, CENTRE DE FORMATION CONTINUE

La certification des pers qui s'affirme peu à peu

Les besoins en formation reflètent des besoins en compétence. Le centre de formation continue IRA, orientée dans les domaines de la mesure, de la régulation ou des automatismes, adapte ainsi, depuis 40 ans, ses stages à l'évolution de ces métiers. Alain Chaix, son directeur, nous fait part des dernières tendances. Formations techniques pour compléter l'enseignement général, formations de management pour les industriels qui se transforment de plus en plus en superviseurs d'intervenants extérieurs. Et un besoin croissant de mieux s'assurer des compétences employées.

Mesures. L'an dernier, l'IRA a fêté ses 40 ans. Vous êtes l'un des rares centres de formation continue en France spécialisés sur les métiers de l'instrumentation, de la régulation ou des automatismes. Par les formations que vous dispensez depuis

toutes ces années, vous pouvez observer les évolutions de ces métiers dans les secteurs industriels. Aujourd'hui quels sont les profils des stagiaires qui viennent se former dans votre centre?

Alain Chaix. Nous formons en moyenne 2 000 stagiaires par an qui ont des bagages très différents : niveau CAP/BEP, niveau BAC, niveau BTS ou niveau ingénieur. Nos stages destinés aux débutants qui viennent apprendre un métier sont

toujours en croissance. C'est peut-être l'effet du papi boom. Cela vient aussi du fait que les industriels ont des grandes difficultés à recruter des personnels déjà formés à nos métiers. Les diplômés, comme celui du BTS-Cira, sont très recherchés. A défaut, les industriels recrutent des jeunes avec une formation de niveau BAC professionnel ou CAP dans les domaines de l'électrotechnique ou de la maintenance. Ils nous les envoient alors pour une formation spécifique. En quatre semaines, on leur apprend à décortiquer une notice technique, à régler un capteur. On va à l'essentiel et le but est de les rendre opérationnels. Un autre profil de stagiaires est lié aux reconversions. Que ce soit de leur gré ou non, ce sont des gens en poste qui évoluent vers d'autres fonctions. L'objectif est de les rendre polyvalents ou de leur faire changer de métier. Enfin, il y a des stages plus pointus qui s'adressent aux personnes souhaitant se perfectionner et se spécialiser dans un domaine pour devenir de futurs experts. Là, certaines sollicitations sont en forte croissance. En ce moment, nous avons beaucoup de demandes dans le secteur de la sécurité. Qu'il s'agisse de systèmes instrumentés de

sécurité selon la norme CEI 511, concernant les procédés industriels ou encore la réglementation Atex pour les sites dangereux. Une autre tendance est le domaine de l'environnement et de suivi de la qualité de l'eau ou de l'air. Enfin les formations sur la gestion de l'énergie sont de plus en plus demandées : comment maîtriser la demande de l'énergie, réduire la facture, diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Evidemment, on est en pleine actualité.

Mesures. Peut-on dire, d'une manière générale, que le niveau technique des stagiaires évolue dans un sens ou dans un autre?

Alain Chaix. Depuis plusieurs années, pour les jeunes générations que nous recevons en

L'essentiel

- ▶ Au niveau de l'enseignement, le niveau des connaissances techniques est à la baisse.
- ▶ L'industriel est de moins en moins dans l'opérationnel, de plus en plus dans l'encadrement.
- ▶ Les rôles techniques sont repris par les sous-traitants ou les fournisseurs.
- ▶ L'industriel pour garder la maîtrise de son procédé doit mettre en place des solutions de contrôle.
- ▶ Après l'évaluation des processus, on parle de plus en plus de l'évaluation des personnes.



Alain Chaix, directeur de l'IRA : « La demande en formation de la part des industriels se détourne de la technique au profit de l'encadrement. »

onnes, une tendance

formation continue, nous nous apercevons très nettement que le niveau de connaissance technique a diminué. Nous sommes obligés de reprendre des concepts de base. Et ceci est valable quels que soient les niveaux.

Mesures. Quelles en sont les raisons ?

Alain Chaix. Elles sont multiples. Il y a certainement une responsabilité de l'éducation et de l'enseignement général. Du côté des étudiants, il y a également un désintérêt pour la technique. Le phénomène est ressenti même pour les cursus ingénieurs. Ceux-ci désertent de plus en plus les options techniques. Ils préfèrent le management. Ils vont donc plus volontairement vers des modules de gestion de la maintenance, de gestion de la sécurité ou autre. D'une manière corollaire, au niveau de l'industriel, la demande en connaissance technique est moins forte. Chez les gros donneurs d'ordres, les besoins en formation touchent de plus en plus l'encadrement : savoir superviser des contrats, manager des projets industriels, suivre les contraintes réglementaires ou normatives. Ces dernières années, on a été de moins en moins dans l'opérationnel, de moins en moins dans le technique. La tendance commence à s'inverser suite à une prise de conscience progressive sur les risques et les dangers que représente une perte de compétences techniques.

Mesures. Comment se répercute cette baisse de connaissance sur le métier ?

Alain Chaix. Tout va de paire. Les donneurs d'ordres font de plus en plus appel à des sous-traitants. Or ceux-ci ne peuvent pas se permettre de se pencher trop longtemps sur un problème. Lorsque quelque chose ne fonctionne pas, maintenant on le change. On n'est dans l'ère du "plug and play". Il s'en suit une perte de réflexion et une perte de l'expérience acquise : analyse fonctionnelle,



Malgré la banalisation des technologies, il faudra toujours autant de soin pour capter un signal et le transmettre de manière fiable.

“L'industriel sous-traité de plus en plus. La certification des personnes peut devenir un palliatif à cette perte de compétence.”

arbre des causes, les industriels ne cherchent plus systématiquement à comprendre pourquoi un dysfonctionnement s'est produit. Il y a de moins en moins de capitalisation du savoir-faire.

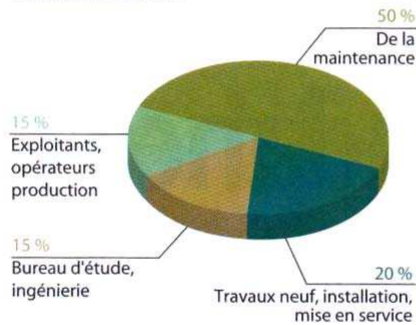
Mesures. Avec cette perte de compétence, comment l'industriel peut-il faire des choix pertinents ?

Alain Chaix. On peut avoir l'impression que le capteur est devenu un produit banalisé, comme des fournitures de bureau. En même temps, même si une température, une pression ou un débit ne sont pas des grandeurs à la mode, elles sont toujours nécessaires. Et leur mesure est toujours indispensable. Il faudra toujours autant de soin pour les capter correctement et les transmettre de manière fiable. En quelque sorte, nous amenons un palliatif à cette situation, en offrant de la technique lorsqu'il en faut, là où il faut.

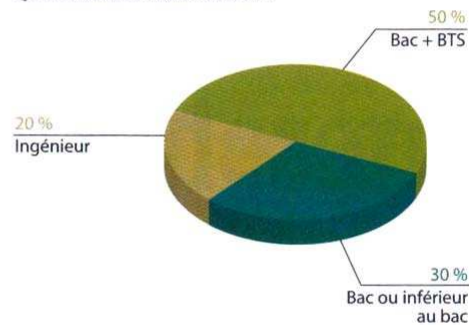
Mesures. On craint parfois dans les entreprises, la prise du pouvoir par les services achat. Observez-vous ce phénomène ? →

L'IRA, c'est en moyenne 2 000 stagiaires par an

D'où viennent-ils ?



Quel niveau d'étude ont-ils ?



L'Ira, dans son centre de formation près d'Arles, reçoit chaque année près de 2 000 stagiaires de niveau CAP/BEP, BAC, BTS ou encore niveau ingénieur. Ainsi, outre les formations de base, les demandes de stages suivent aussi des tendances. En ce moment, les stages sur la sécurité, le suivi de la qualité de l'eau ou de l'air ou encore la gestion de l'énergie sont très demandés.

→ **Alain Chaix.** Pas forcément. On observe que, malgré tout, le service achat a du mal à avoir un impact sur le choix de tel ou tel équipement. Il peut peser sur la décision finale, avoir de l'influence, mais il est loin de pouvoir tout décider. La solution technique reste heureusement dans les mains des services techniques.

Mesures. Les fournisseurs se présentent de plus en plus comme des experts, apportant non seulement des produits mais aussi une compétence. Pensez-vous que le client a tendance à lui accorder trop de confiance ?

Alain Chaix. On sent bien que le constructeur est aujourd'hui capable de se substituer à son client. Certains ont développé des lo-

giciels très pertinents qui permettent de choisir le type d'équipements le plus approprié selon l'application, les conditions d'environnement. Ils développent par ailleurs de multiples formes de services pour apporter leurs compétences en amont ou en aval de l'achat d'un produit.

Mesures. Faut-il déplorer ou se réjouir de cette situation ?

Alain Chaix. Le constructeur est juge et partie. Cela peut poser un problème d'éthique et d'objectivité. En contrepartie, il a tout intérêt à ce que son produit soit valorisé et donc utilisé dans les meilleures conditions. Il trompera le client une fois mais pas deux. Par ailleurs, un constructeur qui commercialise un peu partout dans le monde ses

produits est le mieux placé pour en connaître toutes les problématiques, toutes les causes de dysfonctionnements. C'est lui qui a le meilleur "feedback". Il en est de même pour la traçabilité et le suivi d'un parc. On parle beaucoup de monitoring et de surveillance des équipements par l'industriel lui-même : détecter les dérives, prévoir les pannes. En réalité, l'industriel a autre chose à faire et, par ailleurs, il n'a pas assez de retour d'expérience. Le constructeur est beaucoup mieux placé pour capitaliser les connaissances sur ses équipements et leurs diverses utilisations.

Mesures. Dans ce contexte où l'industriel délègue davantage ses compétences, comment peut-il encore garder le contrôle ?

Alain Chaix. Dans les années 90, avec le développement des normes de management de la qualité, de l'environnement, de la sécurité... on a certifié des structures, des sites, des organisations. Aujourd'hui, la tendance est à la certification des personnes. L'industriel sous-traite de plus en plus, il perd ainsi en compétence et donc en contrôle. Pour pallier ce manque, il demande à ses prestataires de certifier le personnel qui intervient sur leur site. Il veut en quelque sorte reprendre la main en s'assurant de la compétence du personnel extérieur. Dans une logique de plus en plus marquée de turn-over avec l'emploi d'intérimaires, cette évolution vers la certification des personnes sera la tendance forte de ces prochaines années.

Mesures. Quel rôle un centre de formation comme le vôtre peut jouer sur la certification des personnes ?

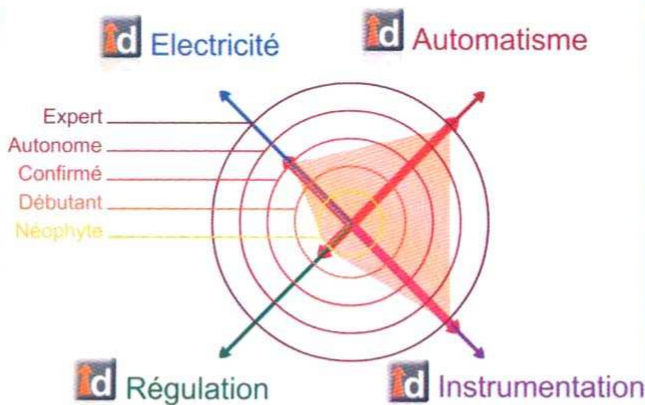
Test des connaissances : un outil en ligne

« Le projet est né au milieu des années 90, lorsque, au niveau européen, une volonté politique portait sur la mise en place de la validation des acquis professionnels », explique Alain Chaix. L'ambition européenne était d'homogénéiser les parcours de formation en Europe mais aussi de permettre à chaque individu de changer de métier au cours de sa carrière.

Le concept Média-éval a été bâti au sein de l'IRA dans ce contexte-là pour servir non seulement les causes de l'entreprise mais aussi celle de l'individu. « Avec cet outil, nous ne nous plaçons plus en tant qu'institut de formation qui peut agir sur les compétences de l'entreprise mais comme outil d'évaluation pour définir les besoins en compétences », indique Alain Chaix. Or, ces besoins ne sont pas exclusivement de la formation, cela peut être des besoins organisation-

nels, de management... Pour mettre en place cet outil, l'IRA a justement capitalisé ses propres connaissances. Le centre de formation a ainsi développé une base de données de questions qui permettent d'évaluer un stagiaire. Cet outil est accessible via Internet. « Ceci veut dire que nous pouvons l'enrichir en permanence ».

Parmi plusieurs milliers de questions actuellement enregistrés dans la base, le logiciel retient une quinzaine, les plus pertinentes en fonction de la demande précise. 15 questions suffisent pour évaluer une personne dans un secteur de compétence : instrumentation, automatisme, régulation, analyse industrielle. Selon le nombre de réponses justes et le temps mis pour répondre, il est possible de dessiner le profil de la personne et de la superposer au besoin exprimé.



« En quatre semaines, on leur apprend à décortiquer une notice technique, à régler un capteur. On va à l'essentiel mais on peut les rendre opérationnels. »

Alain Chaix. L'IRA a développé Média-éval, un logiciel pour aider les industriels à mieux définir leurs besoins de formation. Désormais, nous ne nous plaçons plus en tant qu'institut de formation qui peut agir sur les compétences de l'entreprise mais comme évaluateur pour définir les besoins en compétence. Pour mettre en place cet outil, l'IRA a justement capitalisé ses propres connaissances. Il a ainsi développé une base de données de questions qui permettent d'évaluer un stagiaire. Récemment, un grand groupe l'a utilisé pour évaluer des personnes extérieures devant intervenir en maintenance sur ses sites. Et ceci n'est qu'un exemple.

Propos recueillis par
Marie-Pierre Vivarat-Perrin